



## Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle

20 au 28 Juillet 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

### FOYERS DE TENSION

#### LA GREVE DU SECES TOURNE EN UN AFFRONTLEMENT ETUDIANTS-FORCES DE L'ORDRE

**La grève entamée par le Syndicat des Enseignants Chercheurs de l'Enseignement Supérieur constitue le principal foyer de tension faisant l'objet d'une attention particulière de la part des médias audiovisuels analysés. Le bras de fer avec l'Etat a pris une autre tournure dans la mesure où les étudiants de l'université d'Antananarivo ont rejoint le mouvement syndical et ont recours à des méthodes violentes pour faire valoir leurs revendications, qui ne sont autre que la reprise des cours.**

Pour rappel, le syndicat des enseignants chercheurs ou SECES a entamé un mouvement de grève en vue de réclamer à l'Etat l'application effective des décrets portant essentiellement sur les avantages salariaux et sociaux du corps enseignants en général et de ses membres, en particulier. Pour ce faire, il a entrepris de suspendre les cours au sein des universités, ce qui a suscité des réactions au niveau des étudiants, issus de différentes facultés, qui ont décidé de rejoindre les rangs du SECES mais cette fois dans l'optique de réclamer la reprise de l'enseignement. Il s'en suit alors des affrontements avec les forces de l'ordre car les étudiants ont opté pour l'usage de la violence et la manière forte pour faire valoir leurs revendications. Chaque face-à-face entre les deux parties se termine le plus souvent par des échanges de jets de pierre et de grenades lacrymogènes. Le 22 juillet dernier, après « l'habituel » affrontement entre les protagonistes, les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation de 4 « supposés » étudiants, qu'elles soupçonnent être des mercenaires payés pour semer des troubles. Le SECES a dénoncé une violation de la franchise universitaire ainsi qu'une « incitation » à la destruction d'infrastructures. Par la même occasion, à travers une pétition ayant récolté près de 180 signatures, le syndicat a lancé un ultimatum d'un mois aux responsables étatiques pour qu'ils répondent favorablement à ses revendications et dans le cas contraire, brandit la menace d'une année blanche ainsi que la non-participation de ses membres à l'organisation des examens du baccalauréat.

*Ce mouvement de contestation syndicale n'a toujours pas fait l'objet de couverture de la part des médias audiovisuels publics contrairement aux stations Antsiva, Kolo TV, Viva TV et TV*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Plus, qui ont adopté une approche approfondie, à travers de nombreux reportages au niveau de leurs programmes d'information. La radio **Antsiva** a dépêché un journaliste sur le terrain afin d'intervenir en direct dans les éditions de *Journaux parlés* en vue de rapporter l'évolution de la situation. La **TV Plus** a, pour sa part, fait preuve d'une bonne pratique journalistique en termes de couverture médiatique dans la mesure où elle a accordé la parole aux protagonistes : les forces de l'ordre soutenant l'existence de mercenaires dans les rangs des étudiants et les étudiants grévistes qui reprochent un usage abusif de la force ainsi que la violation de la franchise universitaire. Il a cependant été constaté que la radio **Free FM** et la chaîne **Kolo TV** semblent aiguïser les tensions. La première station, par le biais de ses commentaires et chroniques, reprochent en effet aux dirigeants d'une part, de faire preuve de mauvaise foi dans la résolution de ce conflit et d'autre part, de ne pas avoir la compétence pour le faire. Quant à la chaîne télévisée, elle a avancé que si l'année blanche universitaire est effective, les étudiants procéderont à des manifestations plus « importantes », en référence notamment à l'aspect violent de la mise en œuvre de leurs revendications. Les *Journaux télévisés*, en choisissant d'illustrer la plupart de leur reportage par des images mettant particulièrement en exergue la violence dans l'affrontement entre forces de l'ordre et étudiants, adoptent par ailleurs une approche plutôt alarmiste de la situation de conflit.*

## PROPOS ILLEGITIMES

Le processus électoral dans son ensemble était au centre des déclarations, commentaires, opinions et interventions dans les médias audiovisuels analysés et a, par conséquent, fait l'objet de propos illégitimes. La Commission électorale et les élections communales, pareillement aux candidats et leur parti, ont été pris à partie.

### COMLOT ENTRE LA CENIT ET LE POUVOIR EN PLACE

« La CENI-T ne prend de mesures qu'à l'encontre des candidats susceptibles de briguer la victoire aux élections communales au détriment de ceux du parti au pouvoir » a déclaré Rakotondrasoa Ariliva, au micro de **Free FM**, plus précisément dans l'émission **Anao ny Fitenenana**. Le journaliste de la station s'est montré complice de cette rumeur non-véifiée pouvant ternir l'image de la Commission électorale en appuyant cette opinion par des propos belliqueux : « il apparaît clairement maintenant que la CENI-T est partielle avec le HVM ».

Toujours au sein de cette émission interactive de la radio **Free FM**, lors de l'édition du 21 juillet, le chroniqueur Mbinintsoa Ranaivoson a formulé une opinion, par le biais de propos belliqueux, soutenant l'existence de complot entre la Commission électorale indépendante et le pouvoir en place : « la liste électorale a été conçue de manière à servir aux tenants du pouvoir dans l'accomplissement de leurs desseins de remporter malhonnêtement ces élections communales et municipales ». Cette hypothèse est également soutenue par son homologue Rolly Mercia, qui a

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





également usé d'un langage offensif pour soutenir sa véracité : « *la Commission électorale n'est que le pantin du gouvernement, plus précisément du pouvoir en place* ».

### DENIGREMENT DES PARTIS HVM ET TIM AINSI QUE DES CANDIDATS

La candidate Lalao Ravalomanana a fait l'objet de plusieurs critiques, considérées comme allant à l'encontre de la déontologie journalistique, de la part de chroniqueurs et journalistes de la station **Free FM**, plus particulièrement dans son émission d'analyse et interactive **Anao ny Fitenenana**. A titre d'illustration, le chroniqueur Razafilahy a déclaré que « *si cette dame venait à être élue, elle ne se gênera pas pour se servir encore dans les caisses de la Commune* » tandis qu'un autre journaliste a avancé que « *le programme d'actions de l'ancienne Première dame vise uniquement à multiplier les richesses de la famille Ravalomanana* ». La première opinion est une accusation pouvant être assimilée à de la diffamation dans la mesure où aucune preuve ne vient justifier sa véracité tandis que la seconde, s'avère être des propos belliqueux visant à nuire à l'image de la famille de la candidate.

Le parti HVM, ses candidats et par extension, l'Exécutif dont la grande majorité de ses ministres participent à la campagne afin soutenir les candidats du parti présidentiel sont également la cible des propos illégitimes relevés au niveau des stations analysées. Ces derniers portent essentiellement sur des suspicions de fraudes massives et des combines visant à faire en sorte que le maximum de « candidats du pouvoir » soit élu. Ainsi, la candidate et journaliste Lalatiana Rakotondrazafy a soutenu dans son émission **Anao ny Fitenenana** que « *un groupe d'individus sera payé et transporté dans différentes circonscriptions électorales pour voter en faveur des candidats HVM* ». Son collègue Mbinintsoa Ranaivoson s'est montré complice de ces rumeurs non-vérifiées pouvant semer des troubles en se ralliant à ces propos. Intervenu dans le Journal Télévisé de **Viva TV**, le correspondant de la station à Fianarantsoa a, pour sa part, affirmé que « *le parti HVM est actuellement en train de concevoir plusieurs bulletins uniques précochés dans la ville des vins* ». Le journaliste présentateur est resté spectateur face à ces rumeurs non-vérifiées visant à ternir l'image du parti présidentiel. La station **Kolo TV** s'est par ailleurs montrée complice des rumeurs ayant pour but de salir l'image du gouvernement et en particulier, du ministre d'Etat Rivo Rakotovao, formulées par l'administrateur civil Rojo Razafindralambo : « *les ministres puisent dans les caisses de l'Etat pour financer les activités de campagnes des candidats du parti HVM* », « *Rivo Rakotovao se sert des deniers publics pour mettre en œuvre la propagande de son parti HVM* ». Elle s'est effectivement appuyée sur ses propos illégitimes pour soutenir son argumentation, dans le cadre de l'analyse de son Journal Télévisé.

Le ministère de l'Intérieur et le pouvoir central dans son ensemble ont également été pris à partie par le chroniqueur de **Free FM** Rolly Mercia et le politicien James Ratsima. Le premier a soutenu que « *le ministère de l'Intérieur a limogé les 80 chefs fokontany ayant fait part de leur soutien à la candidate Lalatiana Rakotondrazafy afin de les substituer par des personnes*



*d'obéissance HVM* » tandis que président du parti Front Patriotique Malagasy a déclaré, sur Antsiva, que « *les délestages (coupure de courant) interviendront assurément afin de permettre la substitution des urnes tandis que les chefs fokontany seront soudoyés par l'Etat pour que les candidats HVM remportent ces communales* ». A propos des derniers propos illégitimes, la station a fait preuve de complicité dans la mesure où ces déclarations ont été utilisées afin de soutenir son analyse.

### COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Bien que les propos illégitimes aient essentiellement porté sur le thème des communales, quelques-uns ont néanmoins ciblé la Communauté internationale. Pour preuve, la présidente du groupement Vondron'Olon-Tsotra (VOT) Sarah Zoe a usé d'un langage offensif au micro de la radio **Antsiva** en affirmant que « *ces scrutins sont une stratégie de la Communauté internationale afin de provoquer une guerre interne, entre Malgaches* » tandis qu'un auditeur, intervenu dans l'émission **Demokrasia Mivantana** de la **Radio Plus**, a soutenu que « *tous les étrangers, que ce soient les Chinois, Indopakistanaïes, Blancs et autres colons, veulent dépouiller nos richesses et par conséquent, instaurent le désordre dans le pays* ». Dans le premier cas comme dans l'autre, les stations concernées sont restées spectatrices.

### PROCESSUS ELECTORAL

Il s'avère logique que la station **Free FM** procède à une couverture particulièrement ample de la candidate Lalatiana Rakotonrazy, qui n'est autre que la journaliste phare de la station. Ainsi, des interventions en direct fréquentes, faites par cette dernière ou des correspondants sur terrain, ont été observées et ce, afin de rapporter le déroulement des événements de campagne. Par souci d'éthique, la station a suspendu les interventions téléphoniques tandis que les chroniques ont essentiellement porté sur le thème des élections. Il a par ailleurs été relevé que la rédaction procède à de la publicité électorale déguisée en ce sens que des administrateurs civils ont été sollicités sur plateau afin d'apporter leur expertise sur le thème électoral alors que ces derniers formulent leur soutien pour la candidate de l'association Freedom, au final. Par ailleurs, la couverture des autres candidats s'avère très limitée, seule la candidate Joséphine Rasoarimalala pour la commune d'Ambatomanga a bénéficié d'un temps d'antenne.

Bien que la station **Viva TV** ait montré un certain pluralisme dans le traitement des échos de campagne, elle se montre très critique envers la candidate Lalao Ravalomanana, son parti et par extension, son mari l'ancien Président Marc Ravalomanana, à travers ses chroniques et commentaires durant son Journal Télévisé. Quoi qu'il en soit, de bonnes pratiques journalistiques ont été relevées durant cette deuxième semaine de la campagne électorale, à savoir la production d'un reportage d'éducation des électeurs, visant à informer sur le rôle des conseillers municipaux

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:







mais également sur le mécanisme de ces élections communales et municipales et sur les différentes étapes à respecter avant de pouvoir déposer son bulletin dans l'urne.

En tant que chaîne nationale, la **TVM** a accordé une importante visibilité à la CENIT et à ses programmes de sensibilisation. Une couverture plurielle des manifestes de campagne des candidats a également été constatée, que ce soit au niveau central que régional. On constate cependant une prédominance des candidats du parti HVM dans la rubrique échos de campagne. Pour preuve, dans l'édition du 27 juillet, 12 sur 21 candidats ayant bénéficié d'une couverture se présentent sous les couleurs du parti présidentiel. La station nationale a par ailleurs signalé les propos tenus par les ministres qui coachent les candidats HVM selon lesquelles les communes qui élisent ces derniers seront privilégiées dans les projets mis en œuvre par le gouvernement central.

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Honorine RAMISARIVelo: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)

Site Web : [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

